



Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/La-tension-monte-d-un-cran-a-la.html>

La tension monte d'un cran à la SNVI Rouiba : les travailleurs bloquent la RN5

- Actualité politique nationale - Grèves SNVI et entreprises de la Zone industrielle de Rouiba - GREVE SNVI ROUIBA - LU DANS LA PRESSE -

Publication date: mardi 12 janvier 2010

Description:

Ils reprochent aux responsables de l'UGTA, à leur tête le patron de la Centrale syndicale, de ne pas tenir compte de l'avis de la base.

par M. T.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

in Liberté

06.01.10

La tension est montée d'un cran hier à la SNVI de Rouiba lorsque les travailleurs ont décidé de barricader la RN5 entre la ville de Réghaïa et Rouiba, obligeant ainsi les automobilistes à emprunter d'autres voies. Les protestataires ont conditionné l'ouverture de la route par la présence sur les lieux du secrétaire général de l'UGTA M. Sidi-Saïd. "Ou Sidi-Saïd vient chez nous, ou nous irons nous-mêmes chez lui à la centrale pour qu'il nous donne des explications", affirment les travailleurs qui ont refusé de parler aux proches conseillers de Sidi-saïd présents hier encore sur les lieux. "Soyez les bienvenus ici, vous êtes nos hôtes, mais c'est à Sidi-Saïd que nous voulons parler", lance une femme à l'adresse de Rachid Aït Ali. Brandissant leur carte d'adhésion à l'UGTA, certains travailleurs ont reproché aux responsables de l'UGTA, à leur tête le patron de la centrale syndicale, de ne pas tenir compte de l'avis de la base. "L'UGTA est proche du gouvernement et elle ne défend pas assez les travailleurs", indiquent-ils.

D'autres reprochent à la centrale d'avoir abandonné la revendication de la suppression de la 87-bis lors des négociations de la tripartite en se contentant seulement de la revalorisation du SNMG, qui ne concerne qu'une partie infirme des salariés, précisent-ils. Le secrétaire général du syndicat d'entreprise, M. Benmouloud, impute cette situation aux responsables de la centrale syndicale qui "n'écoutent pas la base", souligne-t-il. "Si l'on nous avait entendus, on n'en serait pas là aujourd'hui", indique-t-il, ajoutant que "ce sont là les conséquences d'un manque de dialogue et de concertation entre le sommet et la base de l'UGTA". Les grévistes ont repris en chœur certaines chansons de l'équipe nationale, mais avec des touches et des paroles propres à leur situation. "Manache mlah zidounna soumma", c'est le refrain le plus entendu. Les protestataires soulignent qu'ils sont décidés à ne pas reprendre leur travail tout en exigeant la présence du secrétaire général de l'UGTA. Un des conseillers de Sidi-Saïd tente d'amorcer un dialogue avec un groupe de grévistes en leur suggérant de s'exprimer dans un cadre organisé pour être bien entendus. "Je vous donne mon avis personnel", précise-t-il à l'adresse des manifestants. La réponse ne s'est pas fait attendre. "Pourtant, les enseignants ont eu gain de cause sans respecter la moindre réglementation", répond un travailleur. La discussion s'arrête. Mais la manifestation continue. Les travailleurs disent maintenir leurs revendications, à savoir l'augmentation des salaires, l'annulation de la décision prise par la tripartite concernant la retraite, la baisse de l'IRG et la suppression de l'article 87-bis de la loi 90/11. Pour rappel, l'assemblée générale organisée avant-hier sous l'égide de l'union locale de Rouiba et du syndicat d'entreprise n'a donné aucun résultat.

Les travailleurs exigent des faits et du concret. "Nous voulons des délais, une date", avaient affirmé les travailleurs à l'adresse des responsables du syndicat d'entreprise qui les ont informés de la prochaine reprise des négociations sur la grille des salaires et la révision de la convention de branches. Des cadres de la SNVI, rencontrés hier en marge de cette grève, ont exprimé leurs craintes sur les conséquences que pourrait générer cette situation sur le devenir de l'entreprise.

"Les préoccupations des travailleurs sont légitimes, mais elles doivent être exprimées dans un cadre qui ne doit pas porter atteinte à l'image de la SNVI, laquelle a besoin de sérénité pour répondre aux nouveaux contrats qu'elle vient de signer", précise un cadre. Ce dernier semble entrevoir un avenir meilleur pour la SNVI avec la reprise des activités de transport de l'Etusa en citant l'exemple des 275 nouveaux autobus de type "100 L 6", destinés exclusivement au transport des étudiants dans la wilaya d'Alger et qui ont été fabriqués récemment par la SNVI de Rouiba à raison de 12 millions de dinars l'unité. Par ailleurs, on a appris hier dans l'après-midi qu'une réunion a été tenue entre le syndicat d'entreprise et le P-DG de la SNVI pour trouver une issue à cette situation. Il semblerait que les responsables de la SNVI aient été invités par des responsables de la SGP à engager des pourparlers avec le syndicat pour tenter de trouver une sortie à la crise et d'éviter que la grève ne fasse tache d'huile. D'autant plus que des bruits ont couru hier matin sur une tentative de débrayage de deux autres entreprises de la zone industrielle, dont une unité publique de fabrication de mobilier de bureau. Ainsi, les responsables craignent que le mouvement de grève déborde pour toucher l'ensemble des unités de la zone industrielle et peut-être d'autres entreprises dans le reste du pays. On sait déjà qu'à Hassi-Messaoud et Hassi-R'mel, des pétitions ont été signées par les travailleurs pour dénoncer les accords de la tripartite.

Plus de 13 syndicats d'entreprise représentant plusieurs secteurs d'activités à Rouiba avaient signé, il y a plus de deux semaines, une déclaration dans laquelle ils dénonçaient les accords de la dernière tripartite. Le document de deux pages indique que "cette mesure n'arrange nullement, dans la situation actuelle, ni les intérêts des travailleurs ni ceux des entreprises et menace même leur pérennité". Les syndicalistes ne croient pas aux justifications avancées par le ministre du travail au sujet des problèmes financiers rencontrés par la CNR. "Où sont les fonds constitués par les cotisations, à savoir la retraite anticipée et la caisse de chômage dont 0,5% des 1% du fonds social des entreprises vont dans la caisse des retraites, alors qu'il n'y a plus d'entreprises dissoutes ?", s'interroge le document qui ajoute qu'une infime partie des travailleurs uniquement est concernée par cette augmentation du SNMG à 15 000 DA.

Par M. T.

in Liberté

06.01.10